

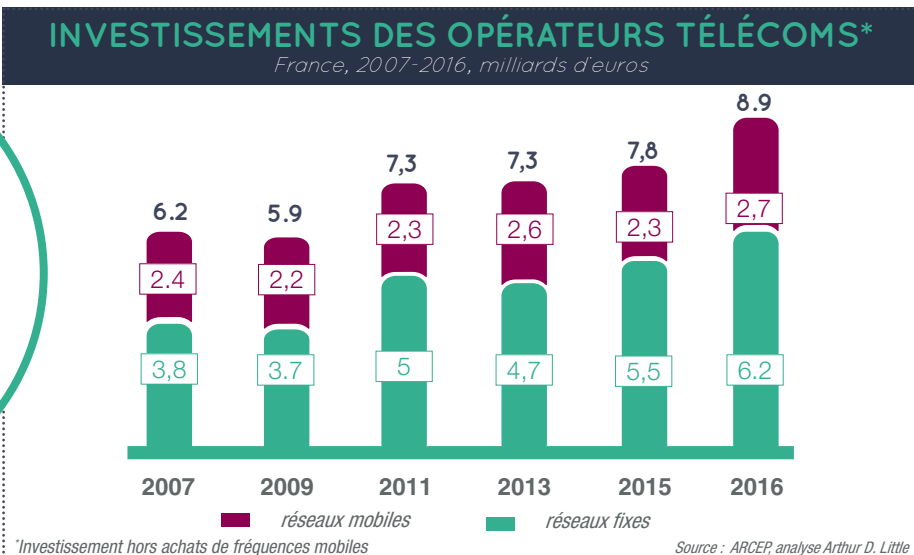
- Les télécoms sont essentiels pour notre pays. Disposer d'infrastructures numériques performantes est un facteur de compétitivité et de progrès. La numérisation de l'économie et de la société implique des investissements massifs et cette dynamique ne peut que s'accroître.
- Dans un environnement économique difficile, les opérateurs français déploient des réseaux de grande qualité qui ont permis une explosion des usages numériques, au bénéfice des citoyens, des entreprises et des territoires.
- À l'heure du très haut débit, préserver leur capacité à innover et à investir est essentiel. La régulation du secteur doit donc évoluer pour leur permettre de relever ce défi; les opérateurs ont besoin de visibilité et de mesures n'entravant pas leurs capacités d'investissement.

LE CHAMPION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Des investissements toujours plus élevés

71 milliards d'euros investis entre 2007 et 2016

+7 milliards avec l'acquisition des fréquences



71 MILLIARDS D'EUROS SOIT L'ÉQUIVALENT DE :

2834 RAMES DE TGV



OU

182 A380



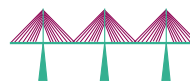
OU

11 500 KM D'AUTOROUTES
= Paris > Singapour



OU

172 VIADUCS DE MILLAU



OU

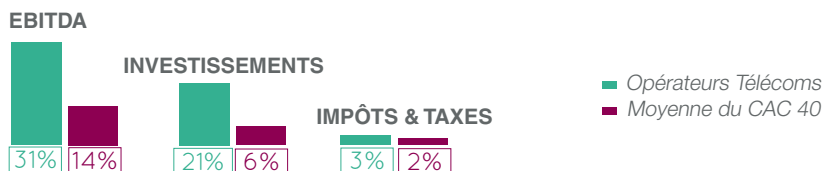
5274 COLLÈGES



Source : entreprises, recherches documentaires, analyse Arthur D. Little

COMPARAISON DES INDICATEURS CLÉS DU SECTEUR TÉLÉCOMS ET DU CAC 40

2016, en % du chiffre d'affaires



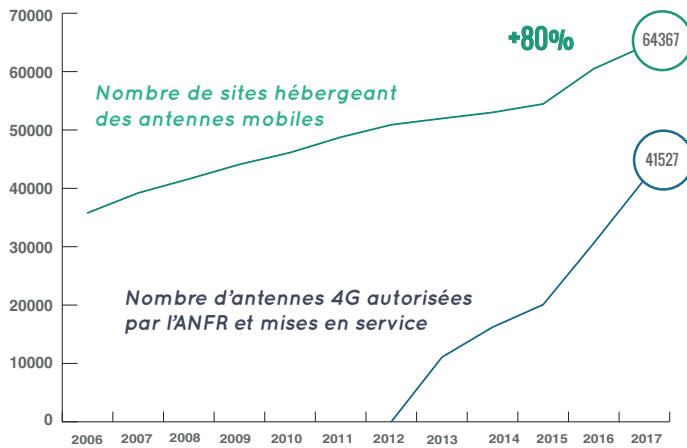
► À chiffre d'affaires égal, l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) est 2 fois supérieur pour les opérateurs télécoms par rapport aux sociétés du CAC 40, mais ils doivent financer des investissements 3 fois supérieurs et subissent une pression fiscale plus forte

Source : entreprises, analyse Arthur D. Little

02 DES RÉSEAUX DÉPLOYÉS À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ

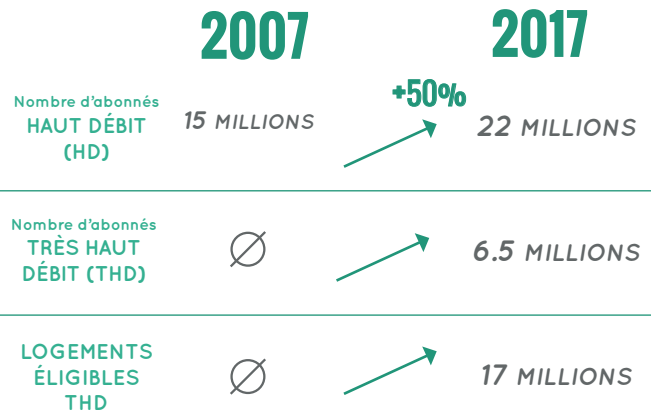
DÉPLOIEMENT DES RÉSEAUX MOBILES

Cumul pour les 3 opérateurs de réseau de la FFT élécoms



Source : www.antennesmobiles.fr (chiffres au 24/11/17), Observatoire 4G ANFR (chiffres au 01/12/17)

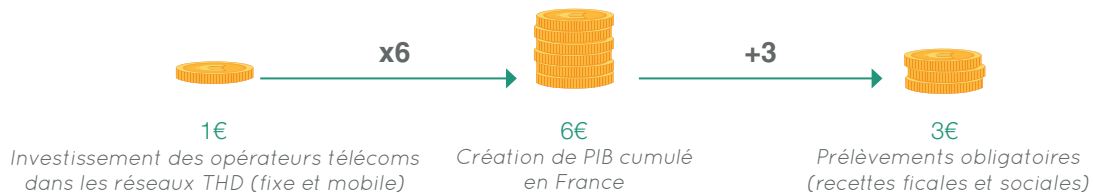
DÉPLOIEMENT DES RÉSEAUX FIXES



Source : ARCEP

03 DES INVESTISSEMENTS QUI BOOSTENT L'ÉCONOMIE NATIONALE

LES TÉLÉCOMS SONT UN ACCÉLÉRATEUR ÉCONOMIQUE



Source : INSEE, IDATE, ARCEP observatoire du haut et très haut débit, Arthur D. Little, Ericsson, Chalmers university of technology «Socioeconomic effects of broadband speeds»

04 L'EXPLOSION DES USAGES

2006

2016

MOBILE



52 MILLIONS (cartes SIM)

+ 60%

83,5 MILLIONS (cartes SIM) dont 11 millions de cartes SIM pour objets communicants (M to M)



0,5 MILLIARD Consommation d'internet mobile (quantité de Mo)

X 4000

2000 MILLIARDS Consommation d'internet mobile (quantité de Mo)



17% des Français téléphonent via une «box» internet

X 4

67% des Français téléphonent via une «box» internet

FIXE



40%* des Français ont l'internet à domicile

X 2,1

85%* des Français ont l'internet à domicile

* en pourcentage de la population de 12 ans et plus.

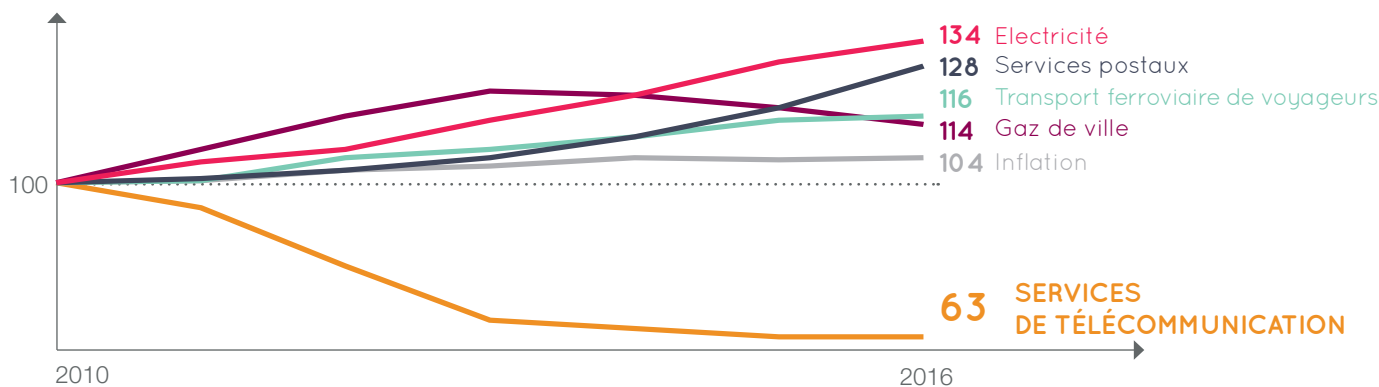
Source : ARCEP CREDOC

50 DES PRIX HISTORIQUEMENT BAS

LES OPÉRATEURS ONT BAISSÉ LEURS PRIX, CONTRAIREMENT À D'AUTRES SECTEURS RÉGULÉS

Évolution des indices de prix à la consommation d'un échantillon de produits

France, 2010-2016, Base 100 en 2010

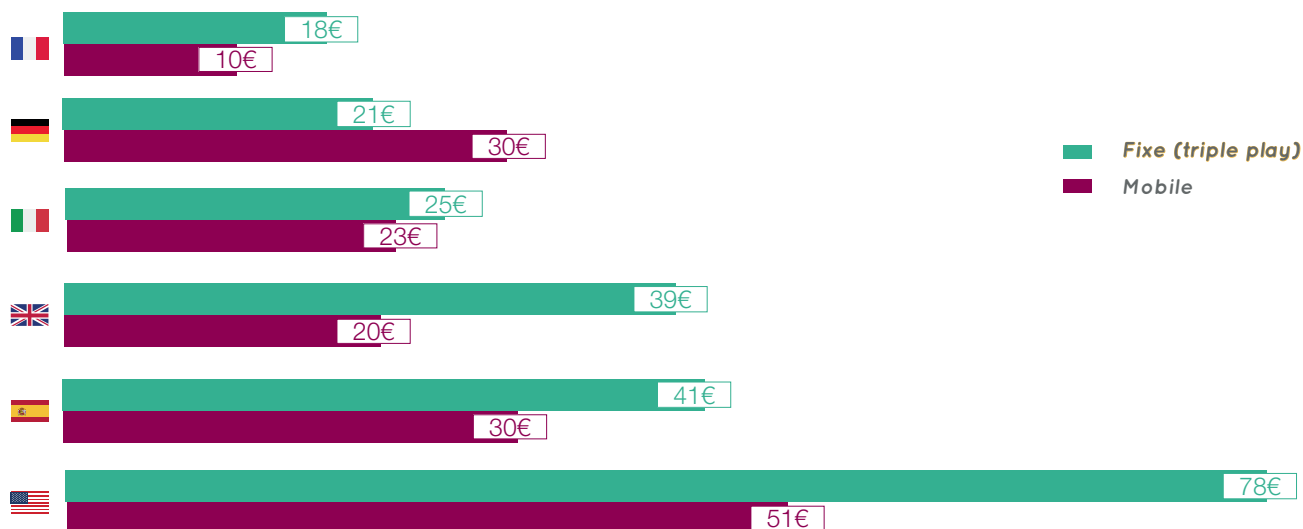


► La part des télécoms dans les dépenses des Français a baissé d'un tiers en 10 ans, malgré une consommation exponentielle, contrairement à d'autres secteurs comme l'électricité ou le transport ferroviaire

Source : INSEE

La France a les tarifs les plus bas des grands pays occidentaux

Benchmark d'offres comparables d'opérateurs leaders*
Sélection de pays, novembre 2017, euros TTC / mois



* opérateurs dont la part de marché est supérieure à 10%

Source : Etude éco. 2017 d'Arthur D. Little pour la FFTélécoms

évolution de la part des dépenses de télécommunications pour les ménages

France, 2007-2016, % du total des dépenses des ménages

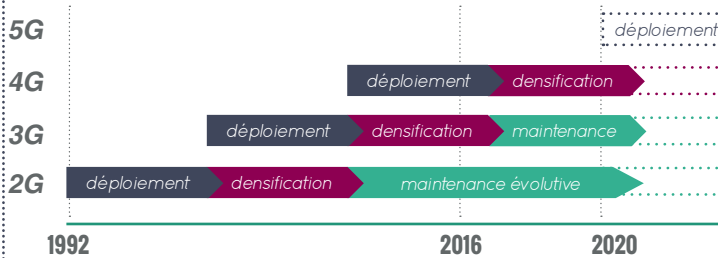


Source : Euromonitor, analyse Arthur D. Little



DES INVESTISSEMENTS À LONG TERME AVEC UNE RENTABILITÉ À TRÈS LONG TERME

LES OPÉRATEURS INVESTISSENT EN PERMANENCE DANS LEURS RÉSEAUX



► L'évolution permanente des technologies conduit à superposer les cycles d'investissement

Source : analyse Arthur D.Little

LES OPÉRATEURS RENTABILISENT LEURS INVESTISSEMENTS EN 28 ANS

Durée de rentabilisation des capitaux investis en France*



*La rentabilité des capitaux investis exprime le rapport entre le résultat dégagé et le capital engagé. (moyenne 2013-2016)

Source : entreprises, Thomson Reuters, Bloomberg, analyse Arthur D.Little



UN CADRE INSTABLE ET UNE FISCALITÉ QUI S'ALOURDIT

UN EMPILEMENT LÉGISLATIF : LES PRINCIPALES LOIS IMPACTANT LE SECTEUR DEPUIS 10 ANS hors lois de finances (LF)

2006

- Loi DADVSI (loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information)

- Loi Chatel (loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs)

- LME (loi de modernisation de l'économie)

2009

- Deux Lois Hadopi (loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet; loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet)

- Loi Pintat (loi relative à la lutte contre la fracture numérique)

- Loi Grenelle 1 (loi de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement)

- Loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision

2012

- Loi relative à la régulation économique outre-mer

2008

- LOPPSI 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure)

- Loi de transposition Paquet Télécoms

2013

- Loi relative à l'indépendance de l'audiovisuel public

- Loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises

- LPM (loi relative à la programmation militaire 2014-2019)

2011

- Loi jeux en ligne (loi relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne)

2010

- Loi Grenelle 2 (loi portant engagement national pour l'environnement)

2015

- Loi Abeille (loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques)

- Loi Macron (loi relative à la croissance et à l'activité)

- Loi relative au renseignement

- Loi relative au deuxième dividende numérique

2016

- Loi Lemaire (loi pour une République numérique)

- Loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

- Loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne

- Loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel

2014

- Loi Hamon (loi relative à la consommation)

- Loi relative à la lutte contre le terrorisme

- Loi de réforme du secteur ferroviaire

- Loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales

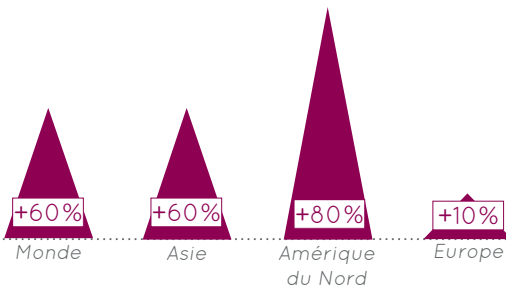
- Loi NOTRe (loi portant nouvelle organisation territoriale de la République)

- Loi d'actualisation du droit des outre-mer

L'EUROPE DES TÉLÉCOMS STAGNE DANS UN MARCHÉ MONDIAL EN FORTE CROISSANCE

LE DÉPLACEMENT DE LA VALEUR

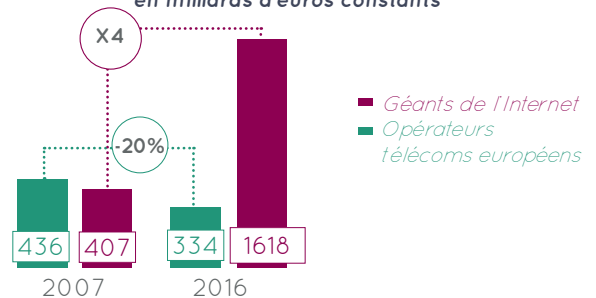
Évolution des revenus de l'écosystème numérique*
2007-2016 en milliards d'euros constants



*Affectation des acteurs par région, selon la localisation de leur siège social

Source : Thomson Reuters analyse Arthur D. Little

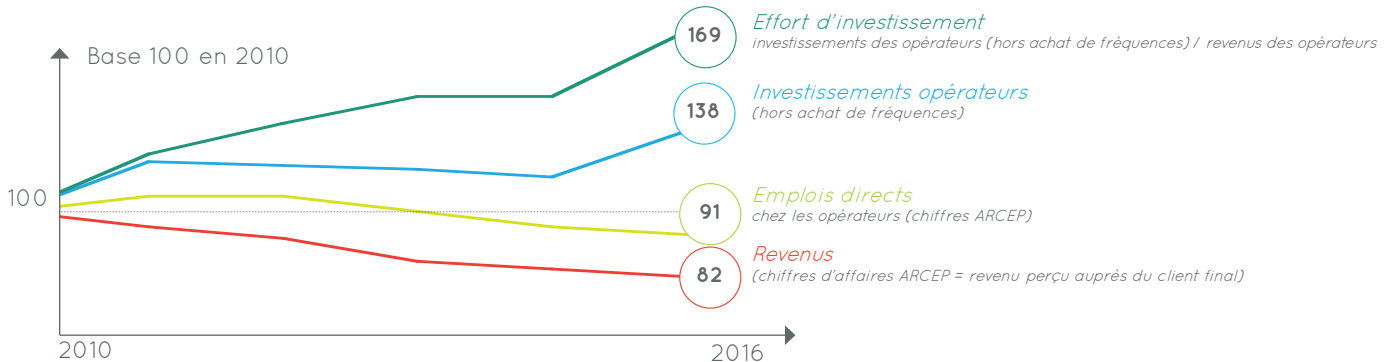
Capitalisation boursière des opérateurs télécoms européens comparés aux acteurs de l'internet en milliards d'euros constants



► La valorisation des opérateurs télécoms européens a décliné de 20%, alors que celle des acteurs de l'internet, essentiellement américains, a été multipliée par 4

Source : Thomson Reuters, analyse Arthur D. Little

LES TÉLÉCOMS FRANÇAIS SOUS TENSION



► Face à la nécessité d'investir dans un contexte de baisse continue des revenus du secteur, les opérateurs français sont contraints de s'adapter par une baisse des dépenses de fonctionnement et notamment des dépenses de personnel

Source : ARCEP, INSEE, analyse Arthur D. Little

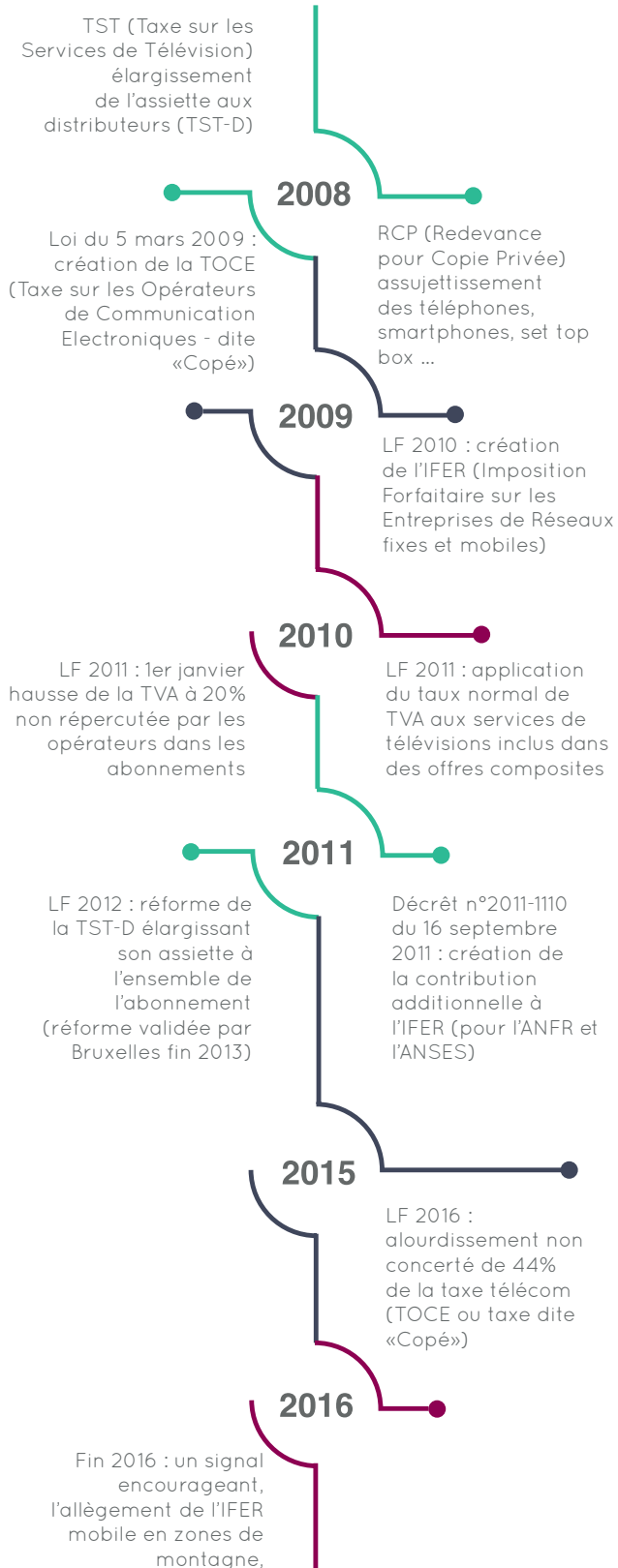
• Depuis 10 ans, les opérateurs se sont adaptés et transformés pour préserver leurs capacités d'investissement. Mais ils doivent aujourd'hui subir la pression d'acteurs numériques mondiaux non régulés et tirant parti du cadre fiscal européen qui leur permet d'échapper très largement à l'impôt.

• Définir, en début de mandat, un cadre législatif équitable et favorable à l'innovation et aux investissements est une nécessité. C'est aujourd'hui que les opérateurs planifient le déploiement des réseaux qui feront la croissance de demain.

• Les opérateurs ont donc besoin d'un cadre fiscal, juridique et réglementaire sécurisé sur le long terme, pour soutenir la transition numérique de la société dans une relation de confiance avec les pouvoirs publics.

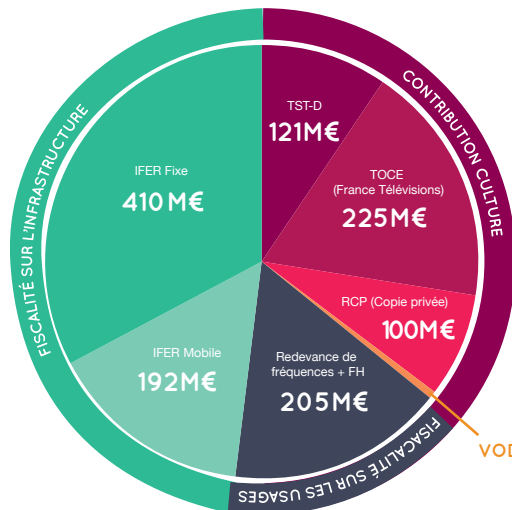
UNE FISCALITÉ QUI HANDICAPE LE SECTEUR

Une fiscalité spécifique instable ...



Une fiscalité spécifique lourde ...

Montant 2016 : 1,258 milliard d'€ pour les 3 principaux opérateurs de la FFTélécoms



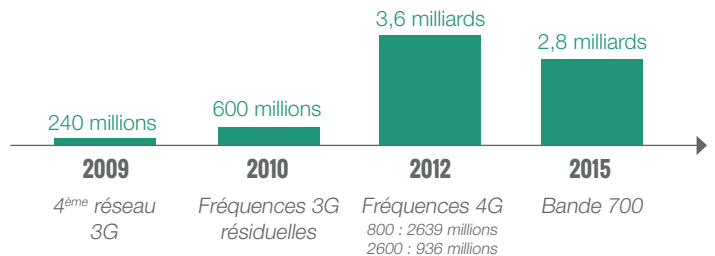
TST-D > au profit du Centre National du Cinéma (CNC)

TOCE > au profit de France Télévisions

RCP > au profit des ayants-droit

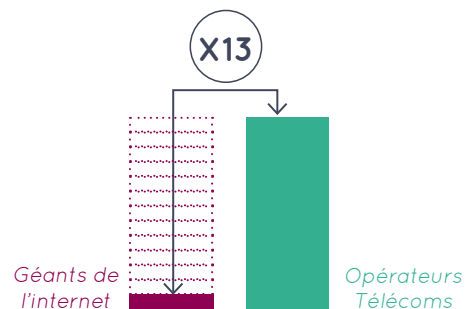
► 6 milliards d'euros sur 5 ans, soit l'équivalent de : 12 millions de prises optiques ou 60 000 antennes 4G

Les licences mobiles : une charge particulièrement élevée



Une fiscalité générale inéquitable ...

Les distorsions de concurrence face à d'autres acteurs : exemple de l'impôt sur les sociétés en France en 2016 (% du chiffre d'affaires)



► L'impôt sur les sociétés des opérateurs télécoms est 13 fois supérieur à celui des géants de l'internet